

Déclaration commune de l'Union Locale CGT Arles et du Syndicat CGT des Agents territoriaux Ville d'Arles et CCAS

le 19 septembre 2011

Depuis 1994 et pour dix-huit ans, la fabrication et le transport des repas sont privatisés. La délégation de service public avait été attribuée à la Sodexho (Société par ailleurs connue internationalement pour son attitude anti-syndicale). Aujourd'hui, la Municipalité propose le changement de gestion avec la création d'une régie personnalisée (établissement public local à caractère administratif) à compter du 1er septembre 2012.

Un audit est en cours sur l'état et la fonctionnalité du bâtiment de la rue Copernic, ainsi que sur les finances. Une étude est faite sur la restauration scolaire en France. La Ville est en attente d'un rapport de la cour des comptes sur le sujet.

La CGT se félicite du retour d'un service privatisé dans le service public. Cependant, un bref rappel sur une partie de «notre histoire commune» s'impose:

Deux privatisations sont réalisées sous les municipalités de Mr Camoin : Service des eaux, cantines municipales.

Celles ci sont imposées malgré les explications, les propositions, les luttes menées alors par la seule CGT.

Ces luttes, les petites graines semées, malgré ces deux batailles perdues à ce moment là, laissent des traces profondes parmi la population et les employés territoriaux.

Celles ci empêcheront les élus d'alors, de mener au terme de leur mandat les objectifs qu'ils s'étaient fixés: la privatisation d'autres services (ordures ménagères, l'éclairage public).

A noter également que les petites graines posées permettront qu'il soit stipulé dans le contrat qui lie la ville à la Sodexho, que le bâtiment appelé «cuisine centrale» devienne à l'issue du contrat, propriété de la ville d'Arles en bon état de marche et aux normes.

Aujourd'hui nous sommes heureux que de nouvelles forces participent à la reconquête des services publics.

Cela confirme que rien n'est jamais perdu. Cela donne également plus d'espoir, plus de chances pour réussir à mettre en échec le projet de réforme gouvernementale des collectivités territoriales et la RGPP (révision générale des politiques publiques). Deux instruments de plus au service de la casse de l'ensemble de la fonction publique.

A la suite de cette introduction, nous souhaitons exprimer quelques précisions:

Préciser d'abord qu'il s'agit bien d'un service de restauration collective, même si la restauration scolaire représente la part dominante en nombre de repas. S'ajoutent en effet d'autres structures telles le CCAS ou les centres aérés.

La CGT apprécie positivement le souci d'amélioration de la qualité des repas en circuit court pour les approvisionnements, le bio, les produits frais et saisonniers, les compétences nutrition, la diminution des déchets et leur recyclage. Elle demande, dans la même démarche, que les services de la Ville dont les missions sont liées à l'alimentation, aux repas ou à l'organisation des pauses méridiennes soient associés (Enseignement, Hygiène, Animation, Sports, Bâtiments, etc).

Nous souhaitons que le cahier des charges du service de restauration collective soit précisé.

La différence entre une régie et un EPA tient dans la nature de l'assemblée délibérante (conseil municipal pour la régie, conseil d'administration pour l'EPA) et dans la possibilité pour l'EPA de faire des emprunts différents de ceux de la Ville.

La composition d'un éventuel conseil d'administration pourrait être préalablement débattue.

Au sujet du personnel, 25 agents seraient concernés sur 34, car la cuisine de Copernic prépare des repas pour d'autres communes.

Le personnel municipal détaché à la Sodexo sera réintégré automatiquement. La CGT demande que soit étudiée la possibilité d'intégrer aussi sous statut public les personnels de statut privé qui seront maintenus à la cuisine. La CGT souhaite également qu'une attention particulière soit exercée pour le maintien des autres emplois, et si possible en Arles.

La CGT poursuivra sans relâche ses actions pour défendre les services publics et reconquérir ceux qui ont été privatisés.